



FIZAZI & ASSOCIES
Audit et Conseil



Principales dispositions fiscales du Projet de Loi de Finances 2025



Préparé par **M. Khalid FIZAZI**

Expert Comptable DPLE
Commissaire aux Comptes
Managing Partner



Préparé par **M. Amine MANDOUR**

Expert Comptable DPLE
Commissaire aux Comptes
Senior Partner



Préparé par **M. Abdelilah ZIAT**

Expert Comptable DPLE
Commissaire aux Comptes
Senior Partner

SOMMAIRE

I. OBJECTIFS FISCAUX DU PROJET DE LA LOI DE FINANCES 2025	3
II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU	3
III. MESURES SPÉCIFIQUES À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	6
IV. MESURES SPÉCIFIQUES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT	7
V. MESURES COMMUNES	8
VI. AUTRES MESURES	9

1 OBJECTIFS FISCAUX DU PROJET DE LA LOI DE FINANCES 2025

I. OBJECTIFS FISCAUX DU PROJET DE LA LOI DE FINANCES 2025

Le projet de la Loi des Finances 2025 se fixe comme objectifs :

- Renforcer les dispositifs de lutte contre la fraude fiscale et l'intégration de l'informel ;
- Clarifier certaines dispositions en matière des droits d'enregistrement ;
- Rationaliser et Simplifier les règles d'assiette et de recouvrement de la parafiscalité, en intégrant dans le CGI la taxe spéciale sur le ciment.

2 MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

1. Révision du barème progressif de l'impôt sur le revenu

Il est prévu par le PLF 2025, la réforme de l'impôt sur le revenu (IR), et ce dans le cadre de l'exécution de l'engagement du Gouvernement prévu par l'accord d'avril 2024, relatif au dialogue social, qui a pour finalité d'améliorer les revenus des fonctionnaires, des salariés et de retraités par le biais de la réduction de leur charge fiscale en matière de l'impôt sur le revenu, à travers la révision progressive du barème de l'IR à partir du 1^{er} janvier 2025.

A cette fin, il est proposé d'introduire les mesures suivantes :

- » **Relèvement de la première tranche** du barème relative au revenu net exonéré de 30 000 dirhams à **40 000 dirhams** ; Par conséquent, les revenus salariaux inférieurs à 6 000 dirhams par mois seront exonérés ;
- » **Révision des autres tranches du barème**, afin de les élargir et de réduire leur taux d'imposition, se traduisant par une réduction de ces **taux allant à 50%** ;
- » **Réduction du taux marginal** du barème précité de 38% à **37%**.
- » **Le relèvement du seuil d'application** de la retenue à la source sur les revenus fonciers qui passera de 30 000 à **40 000 dirhams**.

Tranches de revenu actuelles en DH	Taux actuels	Tranches de revenu proposées en DH	Taux proposés
0 à 30 000	0%	0 à 40 000	0%
30 001 à 50 000	10%	40 001 à 60 000	10%
50 001 à 60 000	20%	60 001 à 80 000	20%
60 001 à 80 000	30%	80 001 à 100 000	30%
80 001 à 180 000	34%	100 001 à 180 000	34%
Au-delà de 180 000	38%	Au-delà de 180 000	37%

2. Augmentation du montant annuel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des charges de famille

Il est proposé d'augmenter le montant annuel de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des charges de famille de **360 à 500** dirhams par personne à charge.

De ce fait, le plafond annuel de cette réduction sera relevé de **2160** dirhams à **3000** dirhams, en maintenant ainsi le bénéfice de cette réduction **pour six (6) personnes à charge**.

II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

3. Le réaménagement des conditions d'exonération de l'indemnité de stage

En vertu de l'article 57-16° du code général des impôts, l'indemnité de stage est exonérée à hauteur de **six (6000) dirhams mensuelle** brute versée au stagiaire, lauréat de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle ou titulaire d'un baccalauréat, recruté par les entreprises du secteur privé, pour **une période de vingt-quatre (24) mois**.

L'exonération en question est accordée dans les conditions suivantes :

- » Les stagiaires doivent être inscrits à l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) régie par la loi n° 51-99 ;
- » Le même stagiaire ne peut bénéficier deux fois de cette exonération ;
- » L'employeur doit s'engager à procéder au recrutement définitif d'au moins 60% desdits stagiaires.

Dans le but de promouvoir l'emploi au Maroc et d'atténuer la problématique de la recrudescence des chômeurs non qualifiés, le PLF 2025 prévoit :

- » **La généralisation du bénéfice de l'exonération précitée à tous les stagiaires**, au titre de l'indemnité de stage brute mensuelle **plafonné à six (6000) dirhams pour une période de douze (12) mois**.
- » **La mise en place d'une nouvelle exonération** en cas de recrutement du stagiaire dans **le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée**, le salaire mensuel brut plafonné à **dix mille (10 000) dirhams** versés bénéficie de l'exonération de l'impôt pour **une période douze (12) mois**.

4. Amélioration du régime d'impôt sur le revenu au titre des revenus fonciers

Les particuliers titulaires de revenus fonciers dont le montant brut **est égal ou supérieur à 120 000 dirhams** sont actuellement soumis à l'impôt sur le revenu **aux taux du barème progressif**, dans le cadre de leur déclaration du revenu global en fin d'année après imputation, le cas échéant, de la retenue à la source opérée au cours de l'année concernée au taux non libératoire 15%.

Il est proposé par le PLF 2025, d'introduire la possibilité de l'option à l'imposition des revenus fonciers dont le montant brut **est égal ou supérieur à 120 000 dirhams** au **taux libératoire de 20%** avec dispense de la déclaration annuelle du revenu global pour lesdits revenus.

a. Mode opératoire

Les contribuables disposant des revenus fonciers soumis à la retenue à la source prévue à l'**article 160 bis**, peuvent opter pour l'imposition desdits revenus selon le taux libératoire prévu à l'article 73-II-F-12° de **20 %**, sur la base du montant brut imposable des revenus fonciers prévu **au I de l'article 64**.

Dans ce cas, une demande doit être souscrite, par procédé électronique, auprès de l'administration fiscale contre récépissé, selon un modèle établi à cet effet.

Les contribuables concernés doivent remettre une copie du récépissé précité aux personnes chargées d'opérer la retenue à la source prévue à l'**article 160 bis** ci-dessous au moins **trente (30) jours avant la date de l'échéance** du versement du loyer du mois qui suit celui de dépôt de la demande d'option.

Ladite option prend effet à compter du mois qui suit celui de la remise de la copie du récépissé précité aux personnes chargées d'opérer la retenue à la source.

Pour mettre fin à l'option pour l'imposition selon le taux libératoire précitée, les contribuables concernés doivent souscrire une demande, par procédé électronique auprès de l'administration fiscale contre récépissé, selon un modèle établi à cet effet. Ils doivent également remettre une copie dudit récépissé aux personnes chargées d'opérer la retenue à la source **au moins quinze (15) jours avant la date de l'échéance** du versement du loyer du mois qui suit celui de dépôt de la demande précitée.

b. Dispense de la déclaration annuelle du revenu global

Les contribuables disposant des revenus fonciers, pour la partie de ces revenus soumise à la retenue à la source au taux libératoire de 20% prévu à l'article 73-II-F-12°, ne sont pas tenus de produire la déclaration du revenu global, à moins qu'ils ne s'estiment surtaxés ou prétendent aux déductions prévues aux articles 28 et 74 du CGI.

II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

A titre de rappel, les revenus fonciers sont imposables suivant le barème ci-dessous avec obligation de dépôt de la déclaration de revenu global (imposition suivant le barème progressif) :

Revenus fonciers	Seuil	RAS	Abattement
Loyers <ou= 30 000	30.000,00	0%	NA
Loyers <120 000	120.000,00	10%	40%
Loyers > ou = 120 000	120.000,00	15%	40%

Suivant le PLF 2025, ce barème passera comme suit :

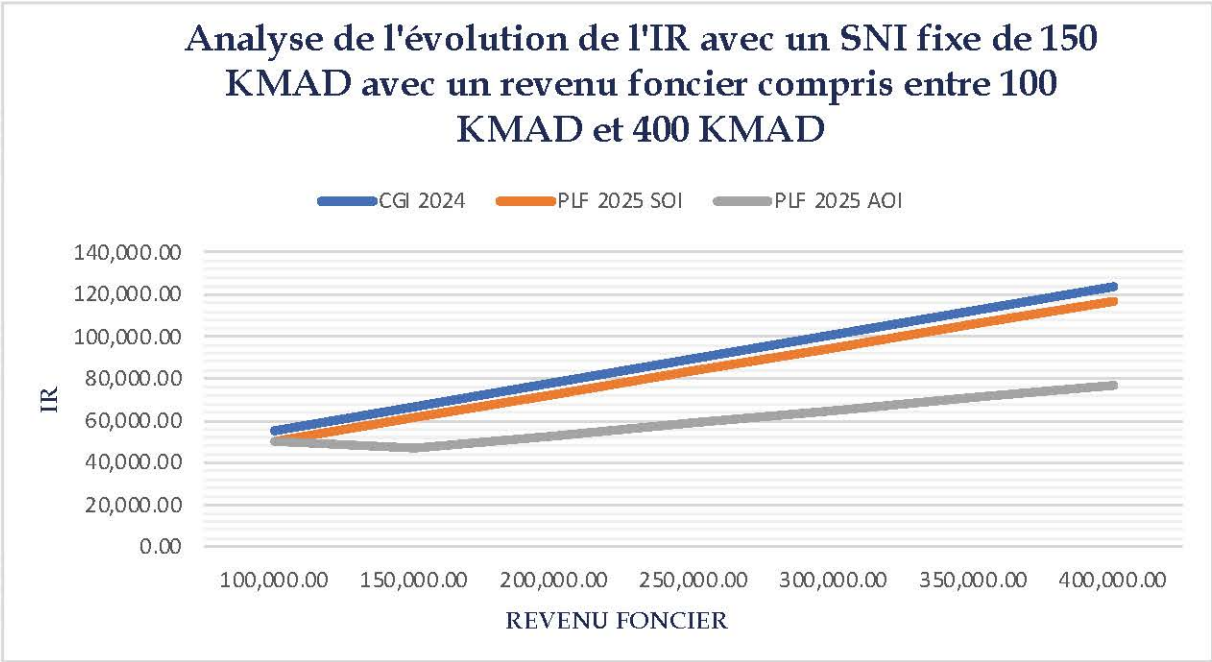
Revenus fonciers	Seuil	RAS	Abattement	Observation
Loyers <ou= 40 000	40.000,00	0%		
Loyers <120 000	120.000,00	10%	40%	
Loyers > ou = 120 000	120.000,00	15%	40%	Option d'imposition à 20 % Libératoire

Pour illustrer l'impact de l'option d'imposition forfaitaire au taux de 20 %, nous retenons l'exemple ci-dessous :

Salaire net imposable (revenus salariaux) :	Revenus fonciers :
• 100.000,00	• 100.000,00
• 150.000,00	• 150.000,00
• 200.000,00	• 200.000,00
• 250.000,00	• 250.000,00
• 300.000,00	• 300.000,00
• 350.000,00	• 350.000,00
• 400.000,00	• 400.000,00

Le graphe ci-dessous présente l'incidence d'IR pour un particulier disposant d'un Salaire net imposable de 150 KMAD et des revenus fonciers variant de 100 KMAD à 400 KMAD. Il est pris en considération dans l'analyse les trois situations possibles :

- Calcul de l'IR suivant les dispositions actuelles du CGI 2024 (CGI 2024) ;
- Calcul de l'IR suivant les dispositions du PLF 2025 sans retenir l'option d'imposition forfaitaire à 20 % (PLF 2025 SOI) ;
- Calcul de l'IR suivant les dispositions du PLF 2025 en retenant l'option d'imposition forfaitaire à 20 % (PLF 2025 AOI) ;



II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

5. Création d'une nouvelle catégorie de revenus Imposables en matière d'impôt sur le revenu

Le champ d'application de l'impôt sur le revenu ne permet pas de prendre en compte certains revenus des personnes physiques qui ne relèvent d'aucune des cinq catégories de revenus et profits soumises à cet impôt, telles que définies à l'article 22 du Code Général des Impôts.

Dans le but d'assurer l'équité fiscale, il est prévu de mettre en place une nouvelle catégorie de revenus imposables à l'IR pour inclure les revenus suivants :

- » Les revenus évalués dans le cadre de la procédure de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques **dont la source n'a pas été justifiée** ;
- » Les gains **de jeux de hasard** en argent ou en nature, quelle que soit leur forme ;
- » Les **revenus et gains divers** provenant des opérations lucratives qui ne se rattachent pas à une autre catégorie de revenus.
- » Il est également proposé d'instituer l'obligation d'opérer une retenue à la source **au taux libératoire de 30%** pour :
- » Les personnes qui versent **les gains de jeux de hasard** ;
- » Et pour les établissements de crédit et organismes assimilés ou toute autre personne intervenant dans le paiement **des gains de jeux de hasard par internet** (en ligne).

Il est à noter que, le montant de la retenue à la source prévue à l'article 160 ter doit être versé, à l'administration fiscale, par les personnes visées audit article, avant l'expiration du mois suivant celui au cours duquel la retenue à la source a été opérée.

Le montant annuel brut des gains de jeux de hasard prévus à l'article 70 bis-2° qui ne dépasse pas **cinq mille (5 000) dirhams**, est **exonéré** de l'impôt sur le revenu.

6. Révision du traitement fiscale des rachats de retraites complémentaires dont les cotisations n'ont pas été déduites

Le PLF 2025 prévoit l'harmonisation du traitement fiscal des contrats de retraite complémentaire dont les cotisations n'ont pas été déduites à travers :

- » Subordination **du bénéfice de l'exonération** des prestations servies au terme des contrats de retraite complémentaire, dont les cotisations n'ont pas été déduites, par **l'obligation** de conclure ces contrats pour **une durée égale au moins à huit (8) ans** ;
- » Clarification **des modalités d'imposition** des prestations relatives audit contrats d'assurance-vie ou de capitalisation, servies avant l'expiration de ladite durée de **huit (8) ans**.
- » **Exemption en cas de décès ou d'invalidité** du souscripteur, le délai de **huit (8) ans** ne sera pas pris en compte, et ce en cohérence avec les dispositions applicables aux autres produits d'épargne à long terme.

A cet effet, les prestations relatives aux retraites complémentaires visées à l'article 57-9° du CGI et celles relatives aux contrats d'assurance sur la vie ou de capitalisation ou au contrat d'investissement Takaful, visées à l'article 57-10°, **servies avant l'expiration de la durée de huit (8) ans, seront imposables à l'impôt sur le revenu**, dans les cas ci-après, par voie de retenue à la source opérée par le débirentier, aux taux du barème prévu à l'article 73-I du CGI :

a. Cas de versement d'un capital

La base imposable de la prestation versée sous forme de capital est égale à la différence entre le montant du capital perçu et le montant des cotisations ou primes versées par l'assuré correspondant audit capital.

b. Cas de versement d'une rente certaine

La base imposable de la prestation versée à l'assuré sous forme de rente certaine, au titre de chaque période, est égale à la différence entre le montant de la rente à verser au titre de la période concernée et la quote-part du montant des cotisations versées afférent à cette période.

c. Cas de versement d'une rente viagère

Lorsque la prestation est versée sous forme de rente viagère, celle-ci est imposable dans les conditions de droit commun, conformément aux dispositions de l'article 60-I du CGI

2 MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

II. MESURES SPÉCIFIQUES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

7. Clarification du principe d'imposition des profits fonciers réalisés dans le cadre de la procédure d'expropriation par voie de fait

Il est proposé par le PLF 2025, de clarifier le principe d'imposition des profits fonciers réalisés suite à l'**expropriation par voie de fait ou suite à tout autre transfert de propriété par une décision judiciaire ayant force de la chose jugée**.

Cette mesure consacre le principe d'équité fiscale, en cas de transfert de la propriété d'un bien immobilier, quelle que soit la procédure de ce transfert (acte ou jugement) et ce, afin d'éviter les divergences d'interprétation et le contentieux.

A ce titre, il convient de signaler que le transfert de propriété suite à une décision judiciaire porte, en plus de l'expropriation pour cause d'utilité publique et par voie de fait, sur d'autres cas, telles que la préemption, la vente de **SEFQA** et la vente aux enchères publiques (la saisie, la sortie de l'indivision), etc.

Par ailleurs, il est proposé d'instituer l'**obligation d'opérer une retenue à la source sur les indemnités versées par les personnes intervenant dans le paiement** desdites indemnités, avec possibilité d'imputer le montant retenu à la source sur l'impôt exigible et avec droit à restitution.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de propriété, en exécution d'une décision judiciaire ayant force de chose jugée, **le prix de cession s'entend du montant total versé suite à ladite décision judiciaire**.

- » **Recouvrement par voie de retenue à la source** : Montants versés en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de propriété en exécution d'une décision judiciaire ayant force de chose jugée.

Le montant de la retenue à la source prévue à l'article 160 quater doit être versé, à l'administration fiscale, par la personne visée audit article, avant l'expiration du mois suivant celui au cours duquel la retenue à la source a été opérée. Ce versement s'effectue, par procédé électronique, selon un modèle établi par l'administration.

- » **Retenue à la source sur les montants versés suite au transfert de propriété d'immeubles et droits réels immobiliers en exécution d'une décision judiciaire** : Les personnes intervenant dans le paiement des montants versés aux personnes physiques en exécution d'une décision judiciaire ayant force de chose jugée, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par voie de fait ou en cas de tout transfert de propriété, **doivent opérer pour le compte du Trésor, une retenue à la source au taux de 5% sur le montant total brut versé**.

La retenue à la source précitée est imputable sur le montant de l'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers réalisés dans les cas précités, avec droit à restitution.

3 MESURES SPÉCIFIQUES À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

III. Mesures spécifiques à la taxe sur la valeur ajoutée

1. Exonération temporaire de la TVA sur les opérations d'importation de certains animaux vivants et produits agricoles

Pour atténuer les effets liés à l'augmentation des prix de certains produits alimentaires constatés ces dernières années, Il est proposé d'introduire une mesure temporaire, au titre de l'année 2025, afin d'exonérer les opérations d'importation de certains animaux vivants et produits agricoles de la TVA, dans la limite des contingents fixés.

Cette exonération concerne les animaux et produits suivants :

- » Les animaux vivants des espèces bovine, ovines, caprines et camélidés ;
- » Les velles reproductrices et les génisses ;
- » Les viandes des animaux des espèces bovine, ovine et caprine fraîches ou réfrigérées ou congelées ;
- » Le riz cargo importé par les industriels du secteur ;
- » Les huiles d'olive de qualité vierge et extra vierge.

3 MESURES SPÉCIFIQUES À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

III. Mesures spécifiques à la taxe sur la valeur ajoutée

2. Augmentation de la part minimale du produit de la TVA affecté aux budgets des collectivités territoriales

En application des dispositions de la loi-cadre n° 69-19 portant réforme fiscale, visant le renforcement de la fiscalité de l'Etat dans la promotion du développement territorial et la consolidation de la justice spatiale et améliorer les ressources des collectivités territoriales, **il est proposé d'augmenter la part minimale du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) allouée aux budgets des collectivités territoriales de 30% à 32%.**

4 MESURES SPÉCIFIQUES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT

IV. Mesures spécifiques aux Droits d'Enregistrement

1. Clarification du traitement fiscal applicable aux baux dont la durée est supérieure à 10 ans

Le bail emphytéotique est soumis obligatoirement à la formalité de l'enregistrement **au taux de 6%** sur la base de 20 fois le prix du loyer annuel.

Afin de clarifier cette disposition et d'éviter les divergences d'interprétation constatées dans la pratique, il est proposé de remplacer le terme « **bail emphytéotique** » par « **bail dont la durée est supérieure à 10 ans** », et ce, dans le cadre de la consolidation de la confiance partagée entre l'administration et les usagers et l'amélioration de la lisibilité des textes fiscaux.

Le Dahir n° 1-11-178 du 25 hija 1432 (22 novembre 2011) portant promulgation de la loi n° 39-08 relative au code des droits réels traite au niveau du Chapitre XI l'emphytéose :

Article 121 : Le bail emphytéotique des biens immeubles confère au preneur un droit réel susceptible d'hypothèque, ce droit peut être cédé et saisi dans les formes prescrites pour la saisie immobilière.

Ce bail doit être consenti pour plus de dix années et ne peut dépasser quarante ans. Il s'éteint par l'expiration de sa durée.

A titre de rappel, l'article 129 – III – 13 ° prévoit l'**exonération** des actes constatant la vente ou la location par **bail emphytéotique** de lots domaniaux équipés par l'Etat ou les collectivités locales et destinés au recasement des habitants des quartiers insalubres ou des bidonvilles ;

De même, et dans le cadre de l'accompagnement des politiques sectorielles du gouvernement dans le domaine industriel, agricole ou de services, et afin d'encourager la réalisation sur les terrains domaniaux de projets d'investissements, la L.F. pour l'année 2016 avait introduit un deuxième alinéa à l'article 131- 19° du C.G.I prévoyant la réduction de la base imposable des droits d'enregistrement, applicables aux baux emphytéotiques portant sur lesdits terrains.

Cette réduction consiste à ne retenir en tant que base imposable que le montant des loyers d'une seule année, au lieu de vingt (20) fois le prix annuel fixé auparavant et ce, pour les baux emphytéotiques portant sur les terrains domaniaux destinés à la réalisation de projets d'investissement dans le domaine industriel, agricole ou de services.

A noter que pour les autres baux emphytéotiques, les dispositions du premier alinéa de l'article 131-19° du C.G.I qui déterminent la base imposable à (20) fois le prix annuel demeurent applicables.

2. Institution d'une sanction applicable aux professionnels chargés d'accomplir la formalité de l'enregistrement par voie électronique

Le code Général des impôts prévoit l'obligation pour les notaires, les Adouls, les experts comptables et les comptables agréés **d'accomplir la formalité de l'enregistrement par procédé électronique.**

Afin de sécuriser les informations communiquées par les professionnels chargés d'accomplir la formalité de l'enregistrement par voie électronique, il est proposé d'instituer **une amende de 10 000 dirhams** applicable à ces derniers, en cas de **non renseignement** d'informations **obligatoires**, de **communication d'informations erronées** ou en cas de non transmission de l'acte ou de la convention enregistrée par voie électronique.

4 MESURES SPÉCIFIQUES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT

IV. Mesures spécifiques aux Droits d'Enregistrement

3. Institution de l'obligation pour les notaires de transmettre les actes portant une signature électronique

Le code Général des impôts prévoit l'obligation pour les notaires de présenter au bureau de l'enregistrement **les registres minutes pour visa et de transmettre une copie des actes par voie électronique**.

A l'instar de la procédure de l'inscription aux livres fonciers auprès de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière et du Cadastre (ANCFCC) qui prévoit que le document transmis doit porter une signature électronique sécurisée, il est proposé d'instituer l'obligation pour les notaires de transmettre à l'administration fiscale par voie électronique les actes portant une signature électronique.

En cas de non-respect de cette obligation, il est proposé d'instituer une amende de 50 000 dirhams.

4. Interdiction pour les conservateurs de la propriété foncière de recevoir les actes non accompagnés d'une attestation d'enregistrement délivrée par l'administration fiscale

Actuellement, les conservateurs de la propriété foncière sont interdits de recevoir aux fins d'immatriculation ou d'inscription sur les livres fonciers, les actes pour lesquelles la **formalité de l'enregistrement n'a pas été accomplie préalablement auprès de l'administration fiscale, au titre des droits d'enregistrement et de timbre**.

Afin de faciliter le contrôle de l'accomplissement de cette formalité pour les actes présentés à la conservation foncière, **il est proposé d'instituer l'interdiction pour les conservateurs de la propriété foncière de recevoir les actes non accompagnés d'une attestation d'enregistrement délivrée**, selon un modèle établi par l'administration, permettant audit conservateur de s'assurer de l'accomplissement de la formalité d'enregistrement et du paiement des droits y correspondant.

5. Consécration de l'exonération des droits d'enregistrement des opérations de cession à titre gratuit des biens immobiliers, au profit des familles de Chouhadas, des militaires mutilés lors des opérations et des militaires rapatriés et ralliés

Dans le cadre de la mise en œuvre des Hautes Instructions Royales pour la régularisation de la situation juridique des immeubles attribués aux familles de « Chouhadas », des militaires mutilés lors des opérations et des militaires rapatriés et ralliés, il est proposé de consacrer **l'exonération des droits d'enregistrement relatifs aux actes constatant les opérations de transfert, à titre gratuit, desdits immeubles à leur profit**.

5 MESURES COMMUNES

V. MESURES COMMUNES

1. Avantages fiscaux en faveur des représentations de la FIFA au Maroc

Il est proposé dans le PLF 2025 d'instituer un ensemble d'avantages fiscaux en faveur des représentations de la FIFA au Maroc, au titre de toutes leurs activités et opérations réalisées conformément à ses statuts. Ces mesures visent l'accompagnement de la Fédération Internationale de Football (FIFA) pour l'implantation de son bureau régional permanent à Rabat et pour appuyer le développement de ses activités au Maroc et dans la région,

A ce titre, il est proposé d'accorder à la FIFA au Maroc, l'exonération de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les revenus salariaux, de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits d'enregistrement et de timbre, comme suit :

- » **L'exonération totale permanente de l'impôt sur les sociétés**, pour les représentations de la FIFA au Maroc, créées conformément à la législation et la réglementation en vigueur, au titre de l'ensemble de ses activités ou opérations conformes à l'objet défini dans ses statuts ;
- » **L'exonération de l'impôt retenu à la source sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés**, pour les produits distribués par les représentations de la FIFA au Maroc à la FIFA ou à l'une de ses entités affiliées ;
- » **L'exonération de la retenue à la source** sur les rémunérations versées par les représentations de la FIFA au Maroc à la FIFA ou à l'une de ses entités affiliées non résidentes ;
- » **L'exonération de la TVA**, à l'intérieur et à l'importation, des biens, matériels, marchandises et services acquis ainsi que les opérations réalisées par les représentations de la FIFA au Maroc, conformément à l'objet défini dans ses statuts ;
- » **L'exonération des droits d'enregistrement et de timbre** pour les tous les actes passés par les représentations de la FIFA au Maroc y compris, le cas échéant, les titres de séjour délivrés aux représentants de la FIFA et aux employés des représentations de la FIFA au Maroc ;
- » **L'exonération de l'impôt sur le revenu** au titre des revenus salariaux et assimilés pour le personnel des représentations de la FIFA au Maroc **n'ayant pas la nationalité marocaine**.

V. MESURES COMMUNES

2. Insertion dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés des Sociétés en participation (SEP) comprenant plus de cinq associés ou au moins une personne morale

Actuellement, les sociétés en participation dépourvues de la personnalité morale **sont exclues du champ d'application** de l'impôt sur les sociétés, sauf option irrévocable audit impôt. Les associés membres **sont tenus d'intégrer** leur part dans le résultat de ces sociétés dans leur propre déclaration d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés (IS), selon qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale.

Dans le cadre de la rationalisation des régimes d'imposition, il est proposé d'assujettir **obligatoirement à l'IS** toutes les sociétés en participation comprenant **plus de cinq (5) associés personnes physiques ainsi que celles comprenant au moins une personne morale**. L'imposition est établie au nom de l'associé qui a le pouvoir d'agir au nom de chacune desdites sociétés ;

Il est également proposé de prévoir que les autres sociétés en participation non soumises à l'IS doivent **tenir une comptabilité** et que leurs associés sont tenus de joindre à leurs déclarations annuelles de revenu global, **les documents comptables de ces sociétés** permettant de déterminer leur **quote-part** dans le résultat net réalisé par lesdites sociétés.

Pour les associés des sociétés en participation visées à l'article 26-II du CGI, cette déclaration doit être également accompagnée :

- » Des documents comptables générés par la comptabilité desdites sociétés qui doit être tenue conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Ces documents comptables comprennent notamment :
 - > Le bilan ;
 - > Le compte de produits et charges ;
 - > L'état des informations complémentaires ;
- » D'un état de répartition du résultat entre les associés faisant ressortir pour chacun d'eux :
 - > Le nom et le prénom ;
 - > L'adresse ;
 - > Le numéro d'identification fiscale ;
 - > La part de l'associé dans le résultat net réalisé par la société en participation.

Par ailleurs, dans le cadre de l'harmonisation, **il est proposé d'intégrer les groupements d'intérêt économique (GIE) dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés**, en précisant que leur imposition est établie au nom des personnes membres de ces groupements, à concurrence de leur quote-part dans le résultat net desdits groupements.

L'imposition est établie au nom des personnes morales membres desdits groupements à concurrence de leur quote-part dans le résultat net de ces groupements.

V. MESURES COMMUNES

3. Clarification des effets Juridiques de la notification électronique

Il est proposé de clarifier le texte actuel, en supprimant l'expression « **également** » et en précisant qu'outre **les formes de notification habituelles**, la notification peut être effectuée par procédé électronique, conformément à la législation et la réglementation en vigueur et que cette notification par procédé électronique produit les mêmes effets juridiques que la notification habituelle.

Actuellement, les dispositions de l'article 219-II du CGI prévoient que la notification peut « également » être effectuée par voie électronique à l'adresse électronique communiquée à l'administration fiscale par le contribuable. Toutefois, l'expression « également » précitée crée une divergence d'interprétation, faisant de la notification électronique un moyen de notification secondaire pouvant être utilisé **parallèlement** à la notification habituelle.

Par ailleurs, il est également proposé de supprimer le renvoi au **texte réglementaire**, prévu à l'article **145-X du CGI**, qui va fixer les modalités de tenue d'une adresse électronique auprès d'un prestataire de service de confiance, du fait que la loi n° 43-20 relative aux services de confiances pour les transactions électroniques et son décret d'application n° 2-22-687 ont déjà fixé ces modalités.

A titre de rappel, au titre de la LF 2018, l'article 145 du CGI a été complété par un paragraphe X pour instituer **l'obligation pour les contribuables de détenir une adresse électronique auprès d'un prestataire de service de certification électronique**. Dans cette loi, il a été précisé que les modalités d'application de cette disposition **seront fixées par voie réglementaire**.

La rédaction de l'article 145-X est comme suit :

X.- Les contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu, au titre des revenus professionnels déterminés selon le régime du résultat net réel ou du résultat net simplifié ainsi que ceux assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, doivent détenir une adresse électronique auprès d'un prestataire de service de certification électronique, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, permettant l'échange électronique entre l'administration fiscale et les contribuables.

Les modalités d'application du présent paragraphe sont fixées par voie réglementaire. (mention à supprimer suivant le PLF 2025)

4. Encadrement de la procédure d'accord à l'amiable entre l'administration et le contribuable au cours des procédures fiscales

Il est proposé d'instituer un cadre juridique claire pour la conclusion des accords à l'amiable entre l'administration fiscale et le contribuable. Ce cadre juridique précise que l'accord à l'amiable conclu est définitif et irrévocable et ne peut porter que sur les questions de fait relatives aux éléments d'imposition évalués par l'administration. Les questions de droit sont donc exclues du champ d'application dudit accord. Il est également proposé de préciser les modalités de conclusion de cet accord ainsi que ses effets juridiques.

L'article 221 ter (PLF 2025) précise que cet accord est **définitif et irrévocable** et doit être accompagné **d'une lettre de désistement du contribuable**, selon un modèle établi par l'administration, de tout recours devant la commission locale de taxation, la commission régionale du recours fiscal, la commission nationale de recours fiscal, l'administration fiscale et les tribunaux.

En cas de jugement définitif ayant acquis force de chose jugée, l'accord à l'amiable précité ne peut porter sur un montant de droits inférieur à celui fixé dans ce jugement. Toutefois, lorsque le jugement ne s'est pas prononcé sur des redressements portant sur des questions de fait, ces redressements peuvent faire l'objet d'un accord à l'amiable.

VI. AUTRES MESURES

1. Intégration de la taxe spéciale sur le ciment au niveau du CGI

L'article 12 du dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001) portant promulgation de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002 avait institué **taxe spéciale sur le ciment**

Cette taxe concerne le ciment produit localement ou à l'importation. Le taux de cette taxe est fixé à 0,15 dirham par kilogramme du ciment.

Pour le ciment importé, la taxe est liquidée et perçue, les infractions constatées et réprimées et les poursuites engagées comme en matière de douane.

La taxe sur le ciment produit localement est versée spontanément au plus tard à la fin du mois suivant celui de la facturation des ventes de ciment ou son utilisation pour la consommation interne comme matières intermédiaires par les unités de production du ciment auprès du comptable du Trésor de leur siège.

Ces versements doivent être accompagnés d'une déclaration précisant les quantités de ciment vendues et celles utilisées pour la consommation interne.

Tout défaut de déclaration des quantités de ciment vendues ou utilisées pour la consommation interne, tout retard dans le dépôt de déclaration ou dans le paiement de la taxe correspondante, toute omission, insuffisance ou minoration dans lesdites déclarations, sont passibles **d'une amende de 25%** du montant de la taxe éludée. Les poursuites en recouvrement de la taxe ont lieu suivant les règles et formes prévues par la législation relative au recouvrement des créances de l'État.

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la loi-cadre n° 69-19 portant réforme fiscale visant la rationalisation et la simplification des règles d'assiette et de recouvrement de la parafiscalité, il est proposé d'intégrer la taxe spéciale sur le ciment dans le **Code Général des Impôts (CGI)**.

Cette mesure vise notamment :

- » **L'attribution de la gestion de cette taxe à la Direction Générale des Impôts**, pour le ciment produit localement et à l'administration des douanes et impôts directs (ADII) pour le ciment importé ;
- » **Obligations déclaratives** : les entreprises de production du ciment sont tenues de souscrire spontanément, auprès de l'administration fiscale, par procédé électronique, une déclaration selon un modèle établi par l'administration précisant, notamment, **les quantités de ciment vendues et celles utilisées pour la consommation interne comme matières intermédiaires, au plus tard à la fin du mois suivant celui de la facturation des «ventes de ciment ou de son utilisation pour la consommation » interne.**
- » **« Ces entreprises doivent verser la taxe spontanément, « auprès de l'administration fiscale, par procédé électronique, « dans le même délai précité de déclaration.**
- » **L'application des règles de recouvrement**, de contrôle, de contentieux, de sanctions et de prescription prévues par le CGI à la taxe sur le ciment produit localement ;
- » **L'application des règles des droits de douanes** pour la liquidation et la perception de la taxe sur le ciment importé ainsi que pour la constatation des infractions, l'application des sanctions et l'engagement des poursuites.

Ces nouvelles dispositions entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.